

DANS SON NOUVEAU LIVRE *L'ALGÉRIE DE L'ESPOIR*

Le diagnostic fracassant de Ahmed Benbitour

C'est à travers un livre, *L'Algérie de l'espoir*, que l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour a choisi d'intervenir dans le débat public, cet été. Car, constate-t-il d'emblée, «l'Algérie traverse aujourd'hui une situation difficile et paradoxale». Le paradoxal de la chose, Benbitour le résume en cette équation qu'il y a lieu de résoudre avant que cela ne soit trop tard.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'ancien chef de gouvernement fait ce diagnostic étonnant d'une Algérie dont «les fondamentaux n'ont jamais été aussi favorables : des richesses minières, agricoles et énergétiques abondantes, une démographie maîtrisée, une masse de cadres de niveau très appréciable pour un pays de taille intermédiaire (...)». Tout cela, alors que «la population semble envahie par le désespoir (...) la violence qui devient le seul instrument de règlement des conflits entre individus, groupes d'individus et groupes d'individus et groupe d'individus et l'Etat, ainsi que la corruption généralisée».

Comment sortir de cette impasse ? C'est visiblement l'objet du livre. «Je souhaite aujourd'hui demander à mes compatriotes d'initier un travail plus concret pour les années à venir et les invite, tous (...) à commencer à relever ensemble le défi de reconstruire une Algérie digne des sacrifices de près de deux siècles de combat pour les libertés et aussi, des espoirs des générations futures.»

Pour entrer carrément dans le vif du sujet, Benbitour assène : «Vous l'aurez compris, l'urgence d'une prise de conscience collective de la nécessité du changement du système de gouvernance s'impose comme le fil conducteur et le point de départ de notre redressement.»

L'auteur propose ainsi un livre-programme qui se décline en cinq grands chapitres qui se proposent de situer l'origine de la crise «multidimensionnelle» pour aboutir à des propositions de solutions.

Le premier chapitre revient sur ce qu'a enduré le peuple algérien depuis 1832 à nos jours pratiquement. «Près de deux siècles de violence et de combat pour les libertés.» Concrètement, Benbitour retrace ces terribles années d'enfer sous occupation française, les différentes étapes et épopées de la résistance du peuple algérien, couronnée par une grande révolution puis, l'après-indépendance. Toutes les périodes seront passées en revue, de Ben Bella à Bouteflika, en passant par Boumediène et Chadli. L'auteur, ici, fait, en quelque sorte,

des rappels historiques. Il rappellera notamment dans quelles conditions le phénomène islamiste a fait son apparition fulgurante durant les années 80. Puis ses ravages après.

Les années turbulentes sous le terrorisme et, notamment, les différentes étapes de la transition après l'interruption du processus électoral et ce, jusqu'à l'arrivée de Bouteflika. Sous Zeroual, et malgré une multitude de mesures réussies, «cette période sera marquée par des scandales au niveau de la justice, des scandales autour de comportements de responsables au niveau local et au niveau national, l'ampleur et l'étendue de la corruption, les calomnies dans la presse (...) C'est en prenant acte de ces contre-performances que le président de la République en exercice a appelé à des élections présidentielles anticipées en avril 1999». Or, notera Benbitour, «par la suite, on va assister à un décalage entre le pouvoir institutionnel, les habitudes de gouvernance et les problèmes à résoudre, conduisant à une aggravation de la crise multidimensionnelle, la lassitude des élites et la perte de la morale collective».

L'ère Bouteflika est ainsi descendue en flammes et sur bien des plans : politique, économique et morale.

Outre la corruption à laquelle l'ancien chef de gouvernement dédie tout un chapitre, intitulé, tout simplement, «la corruption, source de dilapidation des ressources et menace sur la sécurité de l'Etat», le volet économique est passé à la loupe.

Ahmed Benbitour, qui avait fait toute sa carrière dans les hautes sphères économiques du pays, jusqu'à diriger dans plusieurs gouverne-



Ahmed Benbitour.

ments les fonctions de ministre des Finances et de l'Energie, en parle en connaissance de cause.

Le titre du chapitre à propos est édifiant : «Une économie fragilisée par la malédiction des ressources.» En l'absence du minimum de respect des règles de bonne gouvernance, commencera par constater l'ancien chef de gouvernement, «l'Algérie, aujourd'hui, est bien installée dans la trappe de transition permanente, à savoir ni système politique autoritaire organisé ni démocratie et ni économie administrée correctement planifiée ni économie de marché». Tout est bâti sur un seul secteur, les hydrocarbures. Même quand il est prospère, ce secteur plonge notre pays dans ce que Benbitour appelle «la malédiction des res-

sources (...) Tout se passe, écrit-il, comme s'il suffisait d'annoncer des dotations budgétaires sans vision globale, sans stratégie de réalisation, sans analyse de la capacité d'absorption». De plus, les attentes de plus en plus importantes de la population «poussent les pouvoirs publics vers des réponses rapides. C'est alors des décisions hâtives, inappropriées et mal coordonnées. L'accroissement des revenus fait, par ailleurs, diminuer la prudence et la vigilance».

Dans la seconde partie de son livre, Benbitour propose des solutions et, surtout, un changement qui ne se fasse pas de manière brutale comme chez nos voisins. Car, il ne fait aucun doute, selon lui, que la chute est inéluctable pour le régime en place. Il développe cette thèse dans le chapitre intitulé «Le programme pour une Algérie de paix, de justice et de prospérité».

Evoquant Bouteflika sans le nommer, l'auteur fait ce cinglant constat : «Aujourd'hui, c'est un totalitarisme d'une autre époque qui impose sa volonté. Il s'appuie sur le culte de la personnalité, sur la violation de la Constitution et sur le bafouement des institutions.» Ce genre de régime «est appelé fatalement à disparaître. Le régime totalitaire court à son effondrement et son autodestruction».

L'alternative ? Une série de mesures. A commencer par «une démocratisation par la jeune génération instruite et bien éduquée». Un chantier, que Benbitour appelle «les tâches prioritaires», doit s'ouvrir en guise de solution. Il s'agit de «la refondation de l'Etat, de l'école, de l'économie, et de la maîtrise de la numérisation».

L'ancien chef de gouvernement expliquera également ce qu'il y a lieu de faire en matière de développement de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, de l'énergie, des infrastructures. Mais dans tous les cas, rien «ne peut se réaliser sans le changement du système de gouvernement actuel».

K. A.

MOHAMED EL GHAZI À BLIDA :

«L'augmentation des salaires ne concernera pas les pré-emplois»

Lors d'une visite qui a conduit hier à Blida, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, il a fait savoir que l'augmentation des salaires induite par l'abrogation de l'article 87 bis et la réévaluation du SNMG ne touchera pas les pré-emplois car, justifiera-t-il, cette frange de travailleurs occupe des postes non-permanents, d'où, dira-t-il, la loi ne s'appliquera pas pour

ce type de personnel dont un grand nombre est détenteur de diplômes universitaires.

Par ailleurs, Mohamed El Ghazi a précisé que la décision relative au gel des nouveaux postes budgétaires émise dans le cadre de la politique d'austérité est toujours de mise au niveau des inspections de la Fonction publique, et ce, contrairement à ce qui s'est dit lors des deux derniers jours à l'occasion de

la visite du ministre du Travail à Tizi-Ouzou où quelques postes de travail ont été exceptionnellement octroyés en raison du fort taux de chômage constaté dans cette wilaya. Dans le même ordre d'idées, il ajoutera que la wilaya de Tizi-Ouzou ne dispose pas de beaucoup d'entreprises économiques par rapport à celle de Blida qui reste, selon le ministre, un pôle industriel très important et sur

lequel il compte énormément, affirme-t-il, quant à la résorption du chômage.

Enfin, le ministre s'est dit satisfait à l'issue de sa visite à quelques projets inhérents au secteur privé dont les fonds ont été attribués par l'Ansej, notamment celui des jeunes qui ont réussi dans la création et le développement de petites entreprises.

M. B.

ELLE SERA COMMUNE AU MINISTÈRE ET AUX PROFESSIONNELS

Une feuille de route pour développer la filière avicole

Une feuille de route commune pour le développement de la filière avicole a été arrêtée lors d'une rencontre entre le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, et le président du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole, a-t-on appris hier auprès du ministère.

Cette feuille de route, adoptée lors d'une réunion, tenue récemment entre les deux parties, comprend sept axes à même d'augmenter la production de la filière avicole en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Il s'agit, selon la même source, de la mise en place d'un dispositif d'observation du marché, notamment celui des œufs de consumma-

tion. A ce titre, les deux parties ont aussi convenu de faire des points de situation sur les capacités de production nationale en œufs de consommation tout en évaluant leurs impacts sur les marchés et les prix à court et à moyen terme. Le ministre et le président du Conseil interprofessionnel de la filière avicole se sont aussi mis d'accord pour faciliter l'accès des éleveurs et producteurs avicoles aux crédits bonifiés et évaluer la situation des éleveurs ayant subi des pertes, avec l'éventualité de rééchelonnement et de prise en charge des intérêts pour ceux ayant contracté des crédits.

Le document commun préconise aussi d'étudier le dossier de l'introduction de serres avicoles normalisées en vue de faciliter l'investissement dans le domaine de l'élevage «chair» devant ainsi permettre aux acteurs qui

opèrent dans l'informel de «déposer des agréments exigés par la réglementation», a-t-on précisé. La feuille de route prévoit, en outre, d'étudier les aspects liés aux techniques de conservation des œufs de consommation et d'engager une réflexion pour la mise en place d'un produit d'assurance afin de préserver les ressources financières des éleveurs, eu égard à l'importance de l'investissement consenti, notamment dans le segment ponte.

Par ailleurs, le ministre a réitéré lors de cette rencontre «sa volonté et sa disponibilité» à appuyer les éleveurs avicoles et à les accompagner dans l'objectif de réaliser un développement durable de la filière pour faire face à l'accroissement de la demande de la population et afin de garantir les revenus des professionnels.

APS

IL REPRÉSENTERA BOUTEFLIKA AUX CÉRÉMONIES D'INAUGURATION DU NOUVEAU CANAL DE SUEZ

Bensalah en Égypte

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a désigné le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, pour le représenter aux cérémonies d'inauguration du nouveau canal de Suez (Egypte) jeudi prochain, a indiqué hier la Présidence de la République dans un communiqué.

«En réponse à l'invitation qu'il a reçue du président Abdelفتاح Al Sissi, président de la République arabe d'Egypte, son excellence M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a désigné M. Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, pour le représenter aux cérémonies nationales qui se dérouleront le 6 de ce mois, à l'occasion de l'inauguration du nouveau canal de Suez», précise la même source.

«M. Bensalah, qui sera porteur d'un message du président de la République au chef de l'Etat égyptien, sera accompagné par M. Abdelkader Messahel, ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe», ajoute le communiqué.

APS